

Conférence de presse mercredi 14 mars 2012

Madame, Monsieur, chers collègues, chers amis,

Les samedi 24 et dimanche 25 mars le comité Agir pour l'hôpital d'Aubagne accueillera les 18^{ème} Rencontres de la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité.

Plus de 50 comités ont annoncé leur participation à cet événement de grande portée. La coordination s'est créée officiellement aux Rencontres de Saint-Affrique (Aveyron) les 3 et 4 avril 2004. Les luttes pour la défense et la promotion des Hôpitaux et Maternités de proximité se sont généralisées à la fin des années 90 et surtout au début des années 2000, puis développées en 2008/2009 face à la politique désastreuse du gouvernement actuel avec la loi hôpital Patient Territoire.

La coordination travaille avec plus de 300 comités locaux. Depuis 2008 elle est reconnue officiellement « Association d'Usagers » par agrément ministériel et peut donc participer aux diverses instances du monde de la santé au niveau régional, départemental et hospitalier. Les 24 et 25 mars, des collectifs mêlant citoyens, élus, personnels hospitaliers et médecins, venus de toute la France échangeront leurs expériences, parleront de leurs combats pour la défense et l'amélioration du service public de santé et traceront par la force et la pertinence de leurs propositions des perspectives d'avenir.

Celles-ci sont plus indispensables que jamais, dans une situation où les réformes successives de démantèlement de notre système de soins et de protection sociale ont accru considérablement les inégalités.

Depuis 10 ans on privatise le système de santé au profit des assurances privées, des industriels de la santé et des établissements à but lucratif.

La population, elle, paye de plus en plus cher pour un accès aux soins de plus en plus inégalitaire.

Résultat : La France qui était la première en 2006, est aujourd'hui septième sur 33 de l'indice européen des consommateurs de soins de santé.

La France, qui était le pays présenté comme un modèle pour son système de couverture maladie est aujourd'hui l'un des pays d'Europe où les différences de mortalité prématurée selon les catégories sociales sont les plus marquées et ne cessent d'augmenter.

Ainsi pour un homme de trente-cinq ans, l'espérance de vie est de 81 ans si c'est un cadre et de seulement 74 ans si c'est un ouvrier.

Ces inégalités sont les conséquences de choix politiques : entre 1980 et 2009, la part des dépenses de soins prises en charge par l'assurance maladie est passée de 80% à 75, 5% en 2009.

Ainsi 29% des Français ont renoncé à des soins en 2011 faute d'argent.

Ils étaient 13% en 2010, c'est dire si la dégradation est rapide.

L'hôpital public connaît une situation extrêmement difficile. Dans la continuité des plans Juppé de 1995 et des plans Hôpital 2007 et 2012, à l'origine de cette politique, cette loi dite Bachelot a organisé l'extension de la participation du privé aux missions de service public et la transformation de l'hôpital public en hôpital entreprise. Une logique de marchandisation de la santé, qui grâce à la T2A (la tarification à l'acte), assure le transfert des actes les plus rentables financièrement vers le privé au détriment des soins les moins rentables, maintenus dans le public, à moyens réduits.

Les résistances face à cette politique sont nombreuses, elles portent sur :

La primauté et le respect du service public en général et la volonté de l'améliorer.

La revendication d'égalité territoriale en matière d'offres de soins.

Le refus des fusions hospitalières qui se traduisent toujours par des absorptions.

Le refus d'une santé soumise aux marchands.

Le retrait de la loi Bachelot.

Ces mobilisations s'inscrivent dans une résistance constructive.

Elles utilisent les mêmes méthodes de lutte afin de refonder la démocratie.

De promouvoir et améliorer les sites hospitaliers territoriaux de proximité en informant le plus largement possible, en mobilisant tous les acteurs, en interpellant les autorités publiques. En travaillant des alternatives.

Les 24 et 25 mars, Aubagne sera le point de convergence de tout ce bouillonnement.

Nous sommes heureux de recevoir ces défenseurs du bien public, ces artisans de la vraie modernité, celle qui consiste à reconstruire un système de santé performant, en capacité d'assurer des soins de qualité partout et pour tous. Nous sommes d'autant plus heureux d'accueillir cet événement qu'ici à Aubagne nous savons que l'intervention citoyenne peut changer la donne.

Regardons la situation de notre hôpital : en 2009 les pouvoirs publics préconisaient la mise sous tutelle, les plans de redressements se succédaient, l'hôpital d'Aubagne était en danger. Que serait-il advenu si les habitants, avec le personnel hospitalier, ne s'étaient attachés à faire vivre des propositions susceptibles de le dynamiser ?

De nombreuses actions ont été engagées : réunions publiques, adresse aux parlementaires du département, motions votées dans les conseils municipaux, organisation de la chaîne humaine avec plus de 3000 personnes symbolisant un cordon sanitaire autour de l'hôpital. Organisation de la « Rencontre pour l'hôpital d'Aubagne » à laquelle ont participé, aux côtés des citoyens, de nombreuses personnalités.

Et, dernièrement, l'action pour obtenir l'IRM avec ses 12000 signatures remises à l'ARS dans le cadre d'une délégation citoyenne de plus de 500 personnes. Oui, nous éprouvons de la satisfaction en voyant que la constance de notre mobilisation a permis de surmonter de nombreuses difficultés.

Le 23 février la nouvelle réanimation a été inaugurée. Il est prévu également à terme, l'ouverture d'un nouveau service de cardiologie et de pneumologie. Nous attendons aussi l'accord de l'ARS pour l'obtention de l'IRM, dont on nous dit « Qu'elle devrait être basée à Aubagne dans le cadre du schéma régional d'organisation des soins », on nous dit aussi que « Cette décision n'était pas figée dans le marbre ».

Nous restons vigilants, nous savons que tant que primeront les choix politiques actuels, chacune des avancées restera fragile, en permanence l'intervention citoyenne constituera le facteur décisif.

Les 24 et 25 mars, il sera question de mise en commun avec tous ses amis venus de nombreuses régions de France, acteurs de nombreux combats pour le bien commun.

Ils seront là, ceux de Manosque, de Nanterre, de Briançon, Lure, Ivry, Valréas, pour ne citer qu'eux, engagés dans des luttes exemplaires.

Ils seront là aussi, élus et citoyens de la Seyne-sur-Mer qui défendent avec détermination leur Maternité de proximité en faisant vivre le beau slogan « Liberté, Egalité, Maternité ».

Les deux jours de travaux sont bien évidemment ouverts à la presse, et à tous ceux qui s'intéressent à la politique de santé, avec un moment fort, **le samedi 24 mars à 17h, avec l'organisation du débat public « Défendre et promouvoir notre service public de santé ».**

De nombreux syndicalistes et élus ont annoncé leur présence, des candidats à l'élection présidentielle ont désigné un représentant, c'est le cas de François Hollande, François Bayrou, Jean-Luc Mélenchon, Eva Joly, Nathalie Artaud, Philippe Poutou.

Des élus, comme le maire de la Seyne, Marc Vuillemot, Nathalie Lefèbvre, conseillère régionale PACA, Alain Fauconnier, sénateur de l'Aveyron.

Des responsables d'associations nationales : Bernard Defaix pour le mouvement Convergence, Jean-Pierre Devron pour les Etats Généraux des services publics, Françoise Nay pour le l'association Notre Santé en Danger.

Le mouvement mutualiste sera également là : Dolorès Meunier, présidente pour l'union des Mutuelles du pays de Vaucluse, Gilles Langeard pour l'Union Nationale des Groupements Mutualistes Solidaires.

Des représentants politiques : Jean-Luc Debard pour les Alternatifs, Catherine Krecmar pour la FASE.

Des syndicalistes : Jean-Marie Sala pour Sud-santé, Jean Callo pour l'Unsa hôpital d'Aubagne, Christian Lecas pour la CFDT ...

Vous le voyez: ces deux journées et les débats qui s'y dérouleront apporteront une contribution importante pour faire avancer le droit à la santé pour toutes et pour tous, partout dans notre pays.